

L'U.R.S.S. SOUMISE À UNE FRACTION DE LA HAUTE BANQUE INTERNATIONALE?...

A sa descente de la tribune, M. de Gasperi, chef de la délégation italienne à la *Conférence du Luxembourg*, fut arrêté par M. Byrnes qui lui serra chaleureusement les mains.

Lorsque M. Georges Tataresco, chef de la délégation roumaine, qui lui succéda le lendemain à la tribune, eut terminé son exposé, il s'inclina profondément devant M. Byrnes qui resta de marbre.

La Roumanie et l'Italie, anciens satellites de l'Allemagne, engagèrent des forces armées considérables et leurs potentiels économiques aux côtés des alliés, lorsqu'ils virent poindre la défaite du Grand Reich à l'horizon. L'un comme l'autre avaient déclaré la guerre aux Alliés, l'un comme l'autre ont finalement combattu à leurs côtés. Ce n'est ni une accusation, ni un plaidoyer que nous faisons ici, c'est une simple constatation de fait. L'acte d'accusation et la plaidoirie que nous pourrions - que nous sommes en mesure de faire - auraient des conclusions diamétralement opposées à tout ce qui s'est publié jusqu'à ce jour, à tout ce qui s'écrit en ce moment, à tout ce qui pourrait se faire jour dans l'avenir.

Dès lors, et pour en revenir aux deux attitudes contradictoires du chef de la délégation américaine, dès lors, pourquoi M. Byrnes, devant deux cas exactement semblables, a-t-il adopté publiquement deux positions opposées?

C'est souvent à la lumière de la «*petite histoire*» que s'éclairent les événements de la grande...

M. Byrnes, en rendant publiquement et «*spontanément*» hommage au patriotisme de l'Italie et à la contribution qu'elle apporta aux Alliés, hommage synthétisé par cette poignée de mains; M. Vychinsky, en bondissant derrière M. Tataresco pour lui succéder à la tribune et souligner avec chaleur l'apport que la Roumanie apporta dans cette guerre, ont par leurs gestes personnels, bien défini la situation respective de leurs pays dans le conflit qui les met aux prises diplomatiquement, en attendant le jour, hélas pas si lointain, où la force des armes les départageront.

La «*petite histoire*» que nous relatons éclaire lumineusement la dépendance de l'Italie, liée économiquement, et partant politiquement et militairement, à sa grande «*protectrice*» l'Amérique. Elle accuse aussi l'obédience forcée de la Roumanie à l'égard de l'U.R.S.S. L'impertinente et indiscrete «*petite histoire*» relate sans bruit tous les démentis possibles et imaginables, passés, présents et futurs, qui tentent, en vain, de nier la constitution de deux blocs rivaux.

Nous expliquerons plus tard, à la lumière impartiale des conceptions libertaires, l'attitude de l'Italie devant les problèmes mondiaux. Pour aujourd'hui, examinons les causes qui font que la Roumanie encoure la froideur de l'un et l'amitié de l'autre.

L'indemnité de guerre roumaine envers l'U.R.S.S. a été fixée, d'un commun accord, entre ces deux pays, à 300 millions de dollars payables en produits et avant le 12 novembre 1950, par annuités de 50 millions de \$. La nature de ces produits est, entre autres: le pétrole pour 150 millions, des navires et matériel de chemins de fer pour 93 millions. Dans une déclaration, M. Constantinesco lasse, Ministre de la Propagande de la Roumanie, apprit aux intéressés atterrés «*qu'une partie considérable des réparations roumaines à l'U.R.S.S. serait payée en pétrole provenant de puits APPARTENANT aux ANGLO-SAXONS*». Il est prévu, en outre, un accord économique général pour une durée de cinq ans pour aider au développement de l'économie roumaine. Cette aide consiste en l'emploi de CAPITALS SOVIÉTIQUES par la constitution d'une société mixte, pour moitié russe et pour moitié roumaine, ayant pour objet l'appoint d'outillage et le transit

aérien, maritime et terrestre. L'accord du 28 octobre 1945 porte sur la création d'une banque mixte et la construction d'une société de transports aériens, formée sur la même base.

Un accord précédent, 25 octobre, a autorisé la création «*d'un institut soviéto-roumain pour l'exploitation de la houille et de ses dérivés. L'apport soviétique est constitué par un milliard de lei en actions et plus d'un demi-milliard en installations*». Le même accord a fondé une société mixte soviéto-roumaine pour l'exploitation du pétrole au capital de 5 millions de lei, partie en espèces, partie en aménagements, chaque pays contribuant pour la moitié. Par la suite, cette société a englobé 32 sociétés pétrolières, y compris plusieurs sociétés anglo-saxonnes. Enfin, le 5 novembre 1945, ont été signés au Ministère du Travail et du Commerce, par les représentants des firmes et entreprises roumaines et les délégués du secrétariat économique de l'U.R.S.S. en Roumanie, plusieurs contrats s'insérant dans le cadre des accords du 8 mai 1945 et par lesquels la Russie vend des marchandises dans la liste desquels on relève ces articles dont l'Amérique voudrait être vendeuse exclusive: acier, métaux, laine, coton, caoutchouc, camions et pneus, etc..., etc...

Ce trop rapide, et cependant saisissant aperçu, puisé aux sources officielles soviétiques, accuse la mainmise russe sur l'économie roumaine et permet de comprendre la colère américaine devant une concurrence qu'elle n'avait pas prévue si rapide et si puissante. Nous avons souligné la participation privée du Haut Négoce roumain dans les sociétés mixtes, intérêts roumano-soviétiques au Luxembourg. La froideur de M. Byrnes, l'enthousiasme de M. Vischinsky, sont déjà expliqués par l'énumération des accords cités plus haut. Il est hors de doute que c'est ici que s'insère la question posée en titre de l'article.

Dans son numéro du 2 août, *le Libertaire* publiait une lettre de son correspondant de Roumanie, où ce dernier signalait la prépondérance puissante de MM. Auschnitt et Malaxa, membres écoutés de la Haute Banque et chargés de mission de la part du gouvernement. Or, ces deux puissantes personnalités, de retour de New-York où leur mission officielle les appelait, se trouvaient à Paris - et M. Malaxa s'y trouve encore à l'heure où ces lignes sont écrites - en même temps que la délégation chargée de défendre les intérêts *[une ligne manquante à la composition]* la présence à Paris de ces deux représentants de la Haute Banque roumaine n'est pas fortuite, ni le résultat d'une curieuse coïncidence. Il est évident que la délégation conduite par M. Tataresco a reçu les derniers résultats du voyage officiel de ces deux magnats à New-York, et par voie de conséquences, les ordres de la Haute Banque nationale.

L'U.R.S.S. engagée à fond dans l'économie roumaine, traitant avec le Haut Négoce roumain, aidant la Haute Banque de Bucarest à battre en brèche la Haute Banque américaine, voilà ce qui explique les deux attitudes différentes de M. Byrnes.

Mais l'indépendance politique russe est soumise, par cette collaboration, à rude épreuve. L'on ne pourra faire croire à personne que la Haute Banque roumaine fait le jeu des Soviets par dilettantisme ou par goût du suicide. Il faut qu'elle y trouve profit. D'autre part, tout ce que l'on sait du recul révolutionnaire russe et de ses compromissions et concessions au capital international, nous autorise à poser la question: le Kremlin est-il resté vraiment indépendant et libre, les Soviets, en faisant le jeu d'une Haute Banque momentanément en désaccord avec la Haute-Banque américaine, ont-ils conservé une improbable liberté ou en sont-ils devenus les agents serviles?
